

MASTER DROIT PUBLIC

RÉSUMÉ DE LA FORMATION

Type de diplôme : Master LMD

Domaine(s) ministériel(s) : Droit, économie, gestion

PLUS D'INFOS

Niveau d'étude : BAC +5

Public concerné

- * Formation continue
- * Formation initiale

Organisation de la formation

- Parcours Droit des étrangers, réfugiés et apatrides - MASTER Droit public
- Parcours Droit public économique - MASTER Droit public

Contrôle des connaissances

[Master Droit public](#)

[Modalité de contrôle des connaissances des Master de Droit](#)

[Modalité de contrôle des connaissances général](#)

Conditions d'accès

Pour être inscrit dans les formations conduisant au diplôme de master, vous devez justifier :

- * d'une Licence 3 en droit pour l'accès en Master 1
- * d'un Master 1 en droit public pour l'accès en Master 2.
- * soit d'une validation d'études, d'acquis ou d'expériences professionnelles

Le dépôt de candidatures se fera en ligne sur l'application de [candidatures](#) de l'université.

Si vous êtes en reprise d'études, nous vous invitons à consulter au préalable la [page dédiée](#).

Si vous êtes étudiant étranger, nous vous invitons à consulter au préalable la [page dédiée](#).

La formation peut être répartie sur plusieurs années.

Contacts

Parcours Droit des étrangers, réfugiés et apatrides - MASTER Droit public

PLUS D'INFOS

Public concerné

- * Formation continue
- * Formation initiale

Stage : Obligatoire

Présentation

Le Master Droit public, parcours Droit des étrangers, réfugiés et apatrides est une formation unique en France. De par son socle d'enseignements fondamentaux, il permet de former des juristes en droit public aptes à passer des concours administratifs, devenir avocats ou magistrats administratifs, à travailler pour le compte de l'Etat, de collectivités territoriales, d'établissements publics ou d'associations. Le parcours « Droit des étrangers, réfugiés et apatrides » permet d'acquérir, au-delà, une spécialisation au volet humain prédominant, particulièrement recherchée dans le milieu professionnel en raison de l'ampleur prise par ce contentieux. Le diplôme permet d'acquérir une parfaite compréhension de catégories juridiques variées dont les non-nationaux peuvent relever, des statuts auxquels ils peuvent prétendre, des modalités de leur obtention ainsi que de la protection de leurs droits, notamment contre la rétention et l'éloignement. Les enseignements, assurés par des universitaires spécialisés et des praticiens du secteur, mobilisent des méthodes pédagogiques innovantes.

Objectifs

- * Former des spécialistes en droit public général, avec des connaissances complémentaires en droit privé, spécialisés dans la protection des droits humains des non-nationaux
- * Maîtriser l'obtention des statuts et la protection des droits des étrangers de droit commun, des réfugiés, ainsi que des apatrides
- * Maîtriser généralement le règlement des contentieux publics internes, européens et internationaux

Chaque étudiant de Master 2 devra effectuer un stage (d'une durée de deux à cinq mois) ou rédiger un mémoire, suivant l'orientation qu'il aura choisie

(« professionnelle » ou « recherche »). En Master 1, le stage et le mémoire sont possibles, mais facultatifs.

Savoir faire et compétences

- * Compréhension des différents statuts et régimes existants pour les non-nationaux sur le territoire français, analyse de la situation individuelle d'un non-national et orientation juridiquement pertinente.
- * Conception d'une stratégie individuelle de défense juridique d'un non-national dans le cadre d'un ou de plusieurs recours contentieux parallèles

* Evaluation et recommandation de stratégies globales de structures d'information et de conseils aux non-nationaux

Et de manière plus générale :

- * Rédaction de requêtes, analyse des dossiers contentieux, connaissance de la procédure et de la jurisprudence administrative, judiciaire et européenne
- * Préparation aux concours administratifs
- * Compétences en légistique
- * Développement de la réflexion critique
- * Maîtrise d'une langue vivante étrangère

Les + de la formation

début des cours : septembre

Responsables pédagogiques

Hélène RASPAIL et Benjamin RICOU

Maîtres de conférences en droit public

✉ helene.raspail@univ-lemans.fr

✉ benjamin.ricou@univ-lemans.fr

Site internet

<https://mastersdroitpubliclemans.wordpress.com>

Organisation de la formation

Semestre 1 Master Droit public

- *UE S1 M Drt Public (Obligatoire)*
 - Langue vivante
 - *Choix langue S1 (A choix: 1 Nombre d'ELP max à choisir 1)*
 - Anglais
 - allemand
 - espagnol

- UE à choix

- UE à choix (A choix: 1 Nombre d'ELP max à choisir 1)
 - droit fiscal des affaires
 - procédure pénale
 - procédure civile

- droit de l'environnement
- droit constitutionnel approfondi
- contentieux administratif
- conférences de méthodologie appliquée
- protection des libertés - encadrement de l'action publique
- finances des collectivités locales
- séminaires d'actualité (avec M2)
- Droit des fonctions publiques

Semestre 2 Master Droit public

- UE S2 M1 Dr Public (Obligatoire)
 - Langue vivante
 - Choix langue S2 (A choix: 1 Nombre d'ELP max à choisir 1)
 - Anglais
 - allemand
 - espagnol

- droit de l'urbanisme
- droit des collectivités territoriales
- conférences de méthodologie appliquée
- droit des services publics
- droit de la commande publique
- séminaire d'actualité (avec M2)
- clinique de droit public (avec M2)
- aspects de droit international en droit interne
- droit des interventions économiques
- stage ou mémoire

Semestre 3 Master Droit Public, parcours Droit des étrangers, réfugiés et apatrides

- UE sem3 Drt Public (Obligatoire)
 - Langue vivante

- *Choix langue S3 (A choix: 1 Nombre d'ELP max à choisir 1)*
 - anglais
 - allemand
 - espagnol

- Procès fictif
- modes alternatifs de règlement des litiges en droit public
- contentieux constitutionnel
- conférences de méthodologie appliquée
- initiation à la méthodologie de la recherche
- séminaires d'actualité (pour partie avec M1)
- responsabilités publiques I
- Catégories de personnes et besoins de protection
- Sources du droit des non-nationaux
- Contentieux des statuts des étrangers de droit commun
- Contentieux du statut de réfugié et d'apatride
- Contentieux de la nationalité

Semestre 4 Master Droit Public, parcours Droit des étrangers, réfugiés et apatrides

- *UE sem 4 M Drt public (Obligatoire)*
 - Langue vivante
 - *Choix langues S4 (A choix: 1 Nombre d'ELP max à choisir 1)*
 - anglais
 - allemand
 - espagnol
 - préparation aux concours administratifs
 - responsabilités publiques II
 - séminaires d'actualité (pour partie avec M1)
 - clinique de droit public (avec M1)
 - contentieux de l'urgence
 - stage-mémoire-préparation à la recherche
 - informatique juridique professionnalisante et recherche doc
 - Etude de cas
 - Droits des étrangers de droit commun
 - Droits des réfugiés et apatrides
 - Etude de cas

Contrôle des connaissances

Master Droit public (à venir)

[Modalité de contrôle des connaissances des Master de Droit](#)

[Modalité de contrôle des connaissances général](#)

Conditions d'accès

En formation initiale :

- titulaires d'une Licence 3 en droit pour l'accès en Master 1
- titulaires d'un Master 1 en droit public pour l'accès en Master 2.

Accès sur dossier de candidature.

Les dossiers doivent être remplis en ligne, consulter le site de l'Université à partir de début février :

http://www.univ-lemans.fr/fr/formation/admission_et_inscription/candidatures.html

En formation continue et permanente :

Par validation des acquis (VAP ou VAE).

Dossier à demander et à remettre au :

SFC (Service Formation Continue)

«Le Mans Université »

Boulevard Pythagore

72085 Le Mans Cedex 9

02.43.83.30.79

 sfc@univ-lemans.fr

La formation peut être répartie sur plusieurs années.

Insertion professionnelle

- * Avocat en droit public, juge administratif, spécialisés en droit des étrangers, réfugiés et apatrides
- * Rapporteur à la Cour nationale du droit d'asile
- * Juriste dans le milieu associatif national (associations gérant les centres d'accueil des demandeurs d'asile...) ou international (ONG), dans les collectivités locales (département...), en préfecture, dans des établissements publics tels que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ou l'Office français de l'immigration et de l'intégration...
- * Enseignant-chercheur

Contacts

Contact administratif

Parcours Droit public économique - MASTER

Droit public

PLUS D'INFOS

Public concerné

* Formation initiale

Stage : Obligatoire

Présentation

Le Master Droit public, parcours Droit public économique propose un cursus destiné à former des juristes aptes à passer des concours administratifs, à devenir avocats ou magistrats administratifs ou à travailler pour le compte de collectivités territoriales, d'entreprises publiques ou d'associations. Sa spécialisation en droit des interventions économiques des acteurs publics vise à former des juristes performants et immédiatement opérationnels dans les secteurs en pleine évolution (commande publique, régulation, énergie, environnement, etc.).

Les enseignements sont assurés par des universitaires et des professionnels (acteurs locaux, avocats, magistrats, praticiens...). Des procès fictifs, des mises en situation et des ateliers participatifs en lien avec les milieux socio-économiques locaux sont proposés dans le cursus, ainsi que l'organisation de journées d'études.

Objectifs

- * Former des spécialistes en droit public des affaires, avec des connaissances complémentaires en droit privé
- * Maîtriser la conclusion et l'exécution des contrats publics (marchés publics, délégations de service public, contrats de partenariat, aides aux entreprises, etc.)
- * Maîtriser le règlement des contentieux publics internes, européens et internationaux
- * Maîtriser la gestion du personnel public (finances publiques, droit de la fonction publique, etc.)
- * Maîtriser l'environnement public et la conduite des opérations de projet (domanialité, urbanisme, environnement, valorisation, etc.)

Chaque étudiant de Master 2 devra effectuer un stage (d'une durée de deux à cinq mois) ou rédiger un mémoire, suivant l'orientation qu'il aura choisie (« professionnelle » ou « recherche ». En Master 1, le stage et le mémoire sont possibles, mais facultatifs.

Savoir faire et compétences

- * Rédaction d'une requête, analyse des dossiers contentieux, connaissance de la procédure et de la jurisprudence administrative, judiciaire et européenne.
- * Préparation aux concours administratifs, maîtrise des finances locales et des règles du droit de l'urbanisme et de l'environnement, rédaction de contrats, gestion des ressources humaines locales

- * Élaboration de concessions, marchés publics et contrats de partenariat, financement de projets, connaissance et pratique de la fiscalité et du droit de la concurrence, analyse des risques
- * Compétences en légistique
- * Aptitude à développer une réflexion critique
- * Maîtrise d'une langue vivante étrangère

Les + de la formation

début des cours : septembre

Responsables pédagogiques

Hélène RASPAIL et Benjamin RICOU

Maîtres de conférences en droit public

✉ helene.raspail@univ-lemans.fr

✉ benjamin.ricou@univ-lemans.fr

Site internet :

<https://mastersdroitpubliclemans.wordpress.com>

Organisation de la formation

Semestre 1 Master Droit public

- *UE S1 M Drt Public (Obligatoire)*
 - Langue vivante
 - *Choix langue S1 (A choix: 1 Nombre d'ELP max à choisir 1)*
 - Anglais
 - allemand
 - espagnol
 - UE à choix
 - *UE à choix (A choix: 1 Nombre d'ELP max à choisir 1)*
 - droit fiscal des affaires
 - procédure pénale
 - procédure civile
- droit de l'environnement
- droit constitutionnel approfondi
- contentieux administratif
- conférences de méthodologie appliquée
- protection des libertés - encadrement de l'action publique
- finances des collectivités locales
- séminaires d'actualité (avec M2)
- Droit des fonctions publiques

Semestre 2 Master Droit public

- UE S2 M1 Dr Public (Obligatoire)
 - Langue vivante
 - Choix langue S2 (A choix: 1 Nombre d'ELP max à choisir 1)
 - Anglais
 - allemand
 - espagnol
 - droit de l'urbanisme
 - droit des collectivités territoriales
 - conférences de méthodologie appliquée
 - droit des services publics
 - droit de la commande publique
 - séminaire d'actualité (avec M2)
 - clinique de droit public (avec M2)
 - aspects de droit international en droit interne
 - droit des interventions économiques
 - stage ou mémoire

Semestre 3 Master Droit Public, parcours Droit public économique

- UE S3 Master Dr Public (Obligatoire)
 - Langue vivante
 - Choix langue S3 (A choix: 1 Nombre d'ELP max à choisir 1)
 - anglais
 - allemand
 - espagnol
 - Procès fictif
 - modes alternatifs de règlement des litiges en droit public
 - contentieux constitutionnel
 - conférences de méthodologie appliquée
 - initiation à la méthodologie de la recherche
 - séminaires d'actualité (pour partie avec M1)
 - responsabilités publiques I
 - valorisation des propriétés publiques
 - droit public de la concurrence
 - Droit économique de l'environnement

Semestre 4 Master Droit Public, parcours Droit public économique

- UE S4 Master Dr Public (Obligatoire)
 - Langue vivante

- *Choix langues S4 (A choix: 1 Nombre d'ELP max à choisir 1)*
 - anglais
 - allemand
 - espagnol

- préparation aux concours administratifs
- responsabilités publiques II
- séminaires d'actualité (pour partie avec M1)
- clinique de droit public (avec M1)
- Droit public des activités en réseau
- autorités de régulation
- Droit international économique
- contentieux de l'urgence
- stage-mémoire-préparation à la recherche
- informatique juridique professionnalisante et recherche doc

Contrôle des connaissances

Master Droit public (à venir)

[Modalité de contrôle des connaissances des Master de Droit](#)

[Modalité de contrôle des connaissances général](#)

Conditions d'accès

En formation initiale :

- titulaires d'une Licence 3 en droit pour l'accès en Master 1
- titulaires d'un Master 1 en droit public pour l'accès en Master 2.

Accès sur dossier de candidature.

Les dossiers doivent être remplis en ligne, consulter le site de l'Université à partir de début février :

<https://ecandidat.univ-lemans.fr/>

En formation continue et permanente :

Par validation des acquis (VAP ou VAE).

Dossier à demander et à remettre au :

SFC (Service Formation Continue)

«Le Mans Université »

Boulevard Pythagore

72085 Le Mans Cedex 9

02.43.83.30.79

 sfc@univ-lemans.fr

La formation peut être répartie sur plusieurs années.

Insertion professionnelle

- * Avocat ou consultant en droit public, juge administratif, spécialisés en droit public économique
- * Juriste au sein du service commande publique, des services d'urbanisme et de construction, du service de l'environnement des administrations publiques, des entreprises, des cabinets d'architecte, des notaires, etc.
- * Juriste dans les organisations européennes et internationales
- * Agent des opérateurs publics ou des autorités de régulation
- * Enseignant-chercheur

Contacts

Contact administratif